

SONELGAZ DE BOUMERDES

Entre l'obligation de fournir l'énergie et le phénomène de fraude

Coupures intempestives, pannes, réseaux défectueux, contestations de factures salées... ce sont quelques remarques que font généralement les citoyens sur la Sonelgaz. Qui n'a pas, un jour, critiqué la Sonelgaz ? Et pour cause, cette entreprise étatique, restructurée depuis peu en SPA, est un partenaire très important des citoyens. En effet, elle est chargée, par l'utilisation de ses réseaux, de ses structures et de son organisation, moyennant paiement des factures, de mettre à la disposition des citoyens, des administrations et des unités de production de l'énergie (électricité et gaz). La consommation de cette énergie, de par sa nécessité impérieuse quotidienne, est devenue l'un des droits fondamentaux pour les Algériens. Sensibles sur la place essentielle qu'occupe leur entreprise, les responsables de cette société, seront dans l'obligation d'opter pour l'amélioration des relations avec les citoyens clients d'autant plus que la concurrence s'impatiente dore et déjà pour grignoter des parts de marché dans le secteur de la distribution de l'énergie. C'est ce que nous avons décelé dans les propos de Mme Gacéb, directrice régionale de Boumerdes (wilaya de Boumerdes plus les six communes de la daïra de Rouiba).

Pour la région dont elle est responsable, Mme Gacéb insiste sur la qualité des relations commerciales à entretenir avec les abonnés de Sonelgaz ainsi que la bonne communication et le travail de proximité à instaurer en direction des consommateurs « si un client se présente chez moi, cela signifie qu'il n'a pas été correctement écouté dans l'une de nos agences ». Précisément, à écouter la patronne de la Direction régionale de Boumerdes, plusieurs actions ont été réalisées ou sont programmées, en amont et en aval du secteur de la distribution de l'énergie, pour améliorer les prestations, renforcer la lutte contre la fraude, endiguer les pertes de l'énergie et consolider les capacités de prise en

charge des problèmes des abonnés.

La DRB, pour rappel, gère un portefeuille clientèle composé de 178 000 abonnés ordinaires (pour l'électricité uniquement), 46 000 abonnés pour le gaz et 1 200 administrations et unités de production connectées aux réseaux. Des améliorations sont prévues, entre autres Khemis-El-Khechna et Reghaïa qui verront bientôt l'ouverture d'agences clientèles. Ce qui soulagera sans doute celle de Rouiba tant décrite par les abonnés. Cette dernière sera transférée par ailleurs, note Mme Gacéb, vers le centre-ville. En outre, la Sonelgaz de Boumerdes a recruté des techniciens supérieurs qui sont en formation et seront versés dans la mission des relevés des consommations, « nous avons besoin d'agents compétents, qui sauront quoi dire à nos abonnés au cas où ceux-ci poseront des questions ou chercheront des solutions à leurs problèmes ».

A l'occasion, la responsable régionale nous rappelle que 480,05 MDA ont été consentis durant l'année fiscale de 2006 uniquement, par la direction générale pour la région de Boumerdes afin de prendre en charge les grands travaux de maintenance sur le réseau. 53% de ce budget ont été consacrés au réseau électrique. De même que la région qui a sous sa responsabilité une chaîne de 4471 km de lignes de diverses capacités, a procédé à la réhabilitation, toujours au cours de l'année écoulée, de 80 km de lignes de transport d'électricité, « en 2006, le gros de nos efforts a été porté sur la région de Dellys », constate notre interlocutrice qui a ajouté : « Les budgets de maintenance sont puisés sur les fonds propres de la Sonelgaz. Donc, nos abonnés doivent savoir que nous avons besoin d'argent pour investir dans la maintenance et les grands travaux en vue d'améliorer nos prestations ». De plus, l'ex-EGA participe au financement des extensions des réseaux et aux raccordements à concours respectivement de 35 et 10% des coûts

des projets. Sur ce, Mme Gacéb nous a communiqué les créances détenues sur les abonnés publics ou privés, collectifs ou particuliers. Pour cette région, les factures impayées en 2005 représentaient une somme de 1 042 MDA avant de grimper en 2006 jusqu'à 1 386 MDA. Concernant les factures non payées, toujours pour cette région, des abonnés ordinaires sont de 290MDA. « Contrairement à l'étiquette que me colle la rumeur, je ne suis pas venue à Boumerdes pour collecter uniquement l'argent ». De leur côté, les institutions de l'Etat, particulièrement les communes sont lourdement endettées vis-à-vis de la Sonelgaz. A l'exclusion des six communes de la daïra de Rouiba, les 32 APC de la wilaya de Boumerdes entraînent une ardoise de 349 MDA. La municipalité de Khemis-El-Khechna, à elle seule, doit payer 7,7 milliards de centimes auxquels s'ajoute une dette de 1,7 milliard de centimes de l'établissement de gestion des eaux de la même localité. Au sujet des factures impayées de l'alimentation des forages de l'AEP dont la plupart concernent plusieurs communes à la fois, la Sonelgaz ne souhaite pas couper l'alimentation électrique. « C'est une solution extrême mise en exécution uniquement dans des situations où il n'y a plus d'interlocuteur avec nous », assure la directrice de Boumerdes qui précise par ailleurs la ligne de conduite de la direction régionale en matière de coupures pour les mauvais payeurs. « De manière générale, les coupures ne nous intéressent pas, car elles nous prennent du temps, coûtent de l'argent et détériorent nos relations avec nos abonnés. Simplement, nous voulons clarifier nos relations avec

tous nos partenaires et que celles-ci soient basées sur des obligations contractuelles mutuelles ». En dépit des efforts consentis après le séisme pour rétablir le réseau, les branchements des chalets et des nouveaux logements dans des délais courts, force est de constater la déception de la Sonelgaz quant au comportement de certains sinistrés. « 50% des chalets sont branchés illicitement », nous confie la directrice. En tenant compte d'environ 20 000 chalets occupés, l'on pourrait faire un calcul sommaire sur l'ampleur du détournement et le manque à gagner de la société. « Nous avons introduit un moyen de branchement prépayé pour donner la possibilité aux familles transférées vers les chalets de maîtriser leur consommation, mais une fois le compteur acquis, celles-ci ne reviennent plus. Elles peuvent directement dans le réseau », affirme notre hôte. Cette fraude n'est pas l'apanage des seuls sinistrés, elle touche toutes les localités. Pour elle, il y a malheureusement deux types de fraude. Celle citée précédemment est assimilée à du vol, il y a aussi la rétrocession, c'est-à-dire que l'abonné s'érige en distributeur ; procédé jugé aussi illégal. Mme Gacéb évalue la perte de l'énergie électrique à 14%. En tout état de cause, selon Mme Gacéb, la Sonelgaz ne compte pas rester les bras croisés pour mettre fin à ces phénomènes délictueux. Malgré les difficultés et les critiques des citoyens, aucune animosité n'est palpable chez les cadres de la Sonelgaz. Bien au contraire, la volonté de mettre ce service public en harmonie avec l'exigence de l'heure est affirmée.

Abachi L.

ZONE INDUSTRIELLE

DE ZERALDA

Des blocages inexplicables

Les occupants de la zone industrielle de Zéralda (Alger) ne savent plus à quel saint se vouer. La zone en question ne présente aucune commodité alors que les industriels qui s'y sont implantés ont initialement acheté leurs assiettes de terrain sur la base d'un plan urbanistique viabilisé. En effet, la zone industrielle n'a toujours pas été bitumée, de même qu'elle n'a toujours pas été alimentée en eau et en gaz. L'éclairage public est inexistant. Pire encore, la zone industrielle de Zéralda ne dispose même pas d'un accès routier convenable. L'embouchure de l'autoroute, du reste prévue dans les plans du site, a été fermée par des glissières métalliques. D'anciens parmi les 36 industriels installés à Zéralda s'interrogent sur cette mesure, à plus forte raison que les services de la wilaya déléguée viennent d'ordonner la plantation d'arbres mais uniquement sur la partie droite de l'autoroute. Devant cette situation, les travailleurs de la zone industrielle ainsi que les personnes qui s'y rendent pour des raisons d'affaires mettent leur vie en hypothèque. Le chemin dérobé qui reste au demeurant isolé et boisé s'est révélé être un authentique coupe-gorge.

En effet, des employés de l'une des firmes installées en amont ont tout simplement été assassinés par les nombreux malfaiteurs qui hantent ce chemin. Les cas d'agression ne se comptent plus, notamment à la fin du mois où les travailleurs perçoivent leurs salaires. Les employés n'ont trouvé d'autre parade que de s'organiser en groupe avant de rejoindre leur poste le matin et regagner la route nationale à la fin de la journée. Les automobilistes ne sont pas en reste. Tous les moyens sont bons pour les immobiliser. Gros cailloux, troncs d'arbre sur la chaussée et jet de serpents sur la gent féminine sont autant de ruses usitées. Inutile de raconter le cauchemar vécu par une conductrice qui a terminé sa course dans le décor après avoir reçu un beau reptile sur son tableau de bord. D'après les industriels rencontrés sur place, les cas d'agression sont quotidiens et le fait de « cingler » seul sur ce chemin secondaire relève du suicide. Les mêmes industriels affirment avoir employé tous les moyens de recours mais il s'est révélé que des blocages surviennent à chaque fois à la wilaya déléguée de Zéralda. Les orateurs précisent que les budgets pour la réhabilitation de la zone industrielle existent mais ils n'ont jamais reçu l'aval pour être débloqués. Un cas de figure qui suscite l'étonnement puisque les industriels concernés ont maintes fois manifesté leur disponibilité à participer aux frais des travaux qui manquent. Les mêmes orateurs ont par ailleurs précisé que le wali délégué de Zéralda les a une fois conviés à une séance de travail. Mais la séance n'a jamais pu avoir lieu pour le motif que le directeur de l'Algéria a délégué l'un de ses cadres pour le représenter à cette réunion. A noter enfin qu'aucune plaque n'indique le chemin vers cette zone industrielle à l'exception d'un panneau vaguement implanté sur l'autoroute.

H. M.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Création de 9 200 nouvelles places pédagogiques

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'Alger sera renforcé. 9 200 nouvelles places pédagogiques seront créées pour l'ouverture de la session de février 2007.

9 200 nouveaux postes pédagogiques en formation résidentielle et cours du soir renforceront le secteur de la formation professionnelle dans la wilaya d'Alger pour la nouvelle rentrée professionnelle prévue pour le 24 février prochain, a affirmé Mme Faïda Madani, directrice de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'Alger dans une déclaration faite à l'APS. Ce nouveau programme 2007 permettra de réaliser quatre nouveaux centres de formation à Mahelma et Bordj-El-Kiffan. Cela assurera une formation de qualité aux nouveaux stagiaires des entreprises chargées de la réalisation des projets dans la région. Des entreprises ont fait part de leur disponibilité à garantir le volet pratique de la formation, a-t-elle encore indiqué.

Les 9 200 postes se répartissent

entre 300 sections de formation, dont 38 sections pour les sans-niveau relevant de 78 spécialités. Concernant les spécialités, les responsables du secteur œuvrent à la concrétisation et la confirmation du contenu de la nouvelle nomenclature des branches à laquelle plusieurs partenaires économiques et sociaux ainsi que des experts étrangers ont participé. Toujours dans ce secteur, la tutelle a demandé aux établissements de faire en sorte à ce qu'il y ait une promotion de l'artisanat. A ce sujet, la directrice a précisé qu'il y a eu différents recrutements d'artisans durant l'année 2006. « Ces artisans recrutés comme enseignants n'ont peut-être pas le niveau requis pour enseigner, mais ils ont le savoir-faire et l'expérience nécessaires », a-t-elle ajouté. Mme Madani a rappelé que son secteur compte 78 établissements de formation au niveau de la wilaya d'Alger dont 9 instituts nationaux. Elle a aussi précisé que le programme de formation s'oriente principalement vers les spécialités et les métiers les plus demandés sur le marché

de l'emploi à l'instar de l'artisanat, la maçonnerie, l'agronomie et la protection de l'environnement, de manière à créer une symbiose entre la formation et le marché de l'emploi. Aussi, des accords de partenariat ont été signés avec des ministères à vocation économique comme ceux de l'Habitat et l'Emploi, pour former une main-d'œuvre qualifiée. A ce titre, Mme Madani a insisté sur l'importance du volet information, soulignant que plusieurs actions destinées aux demandeurs de formation ont été entreprises dans ce domaine, notamment la diffusion de guides d'offres de formation auprès des communes, wilayas, structures de la jeunesse et associations. La directrice de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'Alger a relevé que le secteur a réceptionné deux annexes, à Baba-Hassen et El-Marsa d'une capacité de 200 places chacune. A noter que les formations professionnelles sont prévues pour la prochaine rentrée de février 2007.

Sihem Ben

SKIKDA

3 morts et 8 blessés dans un tragique accident de la circulation

La RN 03 reliant Constantine à Skikda et Annaba a été le théâtre, hier, d'un tragique accident de la circulation. Trois personnes ont trouvé la mort dans ce sinistre qui a fait également huit blessés dont certains sont jugés dans un état grave. C'est aux environs de 7 h du matin sur le territoire de la commune Nafir Abderrahmane (w. de Skikda) que ce drame s'est produit lorsqu'un poids lourd de marque Renault, ayant vraisemblablement perdu le contrôle de son engin, est allé heurter de plein fouet, deux véhicules légers roulant en sens inverse, une Renault Kangoo et un taxi collectif de type Peugeot 505 occupés par les victimes. Ces dernières ont été évacuées par les éléments de la Protection civile vers l'hôpital d'El-Harrouch alors que la brigade de la Gendarmerie nationale de Nafir Abderrahmane a ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

K. G.